



*Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud
Commune de Bondoufle (91)*

ZAC des Portes de Bondoufle « LE GRAND PARC »

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

TRANCHE E, F et G

PE 0.1 Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) GENERALITES

Pièce commune à tous les lots

Indice	Modifications	Date
0	Création du document	07 novembre 2025



*Paule
Green*
Paysagistes dplg

1	GENERALITES	3
1.1	OBJET	3
1.2	MARCHE	3
1.2.1	CHIFFRAGE	3
1.2.2	ORGANISATION ET PHASAGE DES TRAVAUX	3
1.2.3	EXECUTION DES TRAVAUX	4
1.3	ALLOTISSEMENT.....	4
1.3.1	DESIGNATION DES LOTS	4
1.3.2	OBLIGATION DES ENTREPRISES LIEE A L'ALLOTISSEMENT AVANT L'ATTRIBUTION	4
1.3.3	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES LIEES A L'ALLOTISSEMENT APRES L'ATTRIBUTION ...	4
1.4	DELAIS, PLANNING	5
1.5	TRANCHES ET PHASAGES	5
1.6	LISTE DES INTERVENANTS	6
1.7	DOCUMENT DE BASE	7
1.7.1	DOCUMENTS GENERAUX	7
1.7.2	LISTE DES PIECES DU D.C.E.	7
1.7.3	DOCUMENTS ECRITS ET GRAPHIQUES DU D.C.E.	7
1.8	OPERATION PREALABLES A LA REMISE DES OFFRES.....	7
1.8.1	VISITE PREALABLE DES LIEUX	7
1.8.2	REMARQUES DE L'ENTREPRISE SUR LE DCE.....	7
1.9	PRESCRIPTIONS COMMUNES	8
1.9.1	DECLARATIONS PREALABLES	8
1.9.2	CONTROLES ET VERIFICATIONS	8
1.9.3	CONSTAT D'HUISSIER	9
1.9.4	REPORTAGE PHOTO	9
1.9.5	ORGANISATION DU CHANTIER	9
1.9.6	INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
1.9.7	PREVENTIONS ET PROTECTIONS DIVERSES.....	13
1.9.8	OPERATIONS TOPOGRAPHIQUES.....	15
1.9.9	OUVRAGES EXISTANTS	16
1.9.10	TRANSPORT ET TRAVAUX SUR DOMAINE PUBLIC	18
1.9.11	Tri des matériaux et des déchets	Erreur ! Signet non défini.
2	RECOLEMENT	24
2.1	RELEVÉ DES OUVRAGES PAR LE GEOMETRE EXPERT	24
2.2	PLAN DE RECOLEMENT	24
2.3	DOSSIER DE RECOLEMENT	25

1 GENERALITES

1.1 OBJET

Le présent CCTP commun à tous les lots a pour objet de décrire les dispositions techniques générales à appliquer ou à respecter, pour la bonne réalisation des travaux.

Ces travaux sont situés sur le territoire de la commune de Bondoufle (91).

Les préconisations, prestations et autres descriptions s'ajoutent et/ou complètent celles déjà demandées dans les autres pièces du D.C.E.

1.2 MARCHE

1.2.1 CHIFFRAGE

Les documents remis au soumissionnaire dans le dossier de consultation sont destinés à l'aider à remettre son prix dans les meilleures conditions et ne peuvent en aucun cas être considérés comme "bon pour exécution".

Les plans correspondants sont des documents directeurs définissant les éléments principaux. Le soumissionnaire, par ses compétences professionnelles, prévoira la totalité des ouvrages à réaliser.

S'il estime qu'il y a dans les pièces du dossier des omissions, des erreurs ou des non-conformités avec la réglementation en vigueur ou que les renseignements obtenus auprès des différentes administrations et services publics le conduisent à les modifier ou à les compléter, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix et adapter le DQE (Détail Estimatif Quantitatif) et le BPU (Bordereau des Prix Unitaire).

Toute modification au document d'appel d'offre s'accompagne d'une note explicative séparée.

En cas de non-respect de cette disposition, l'attributaire supporterait les charges financières et le cas échéant, les responsabilités judiciaires correspondantes.

Pour effectuer la remise de son prix dans les meilleures conditions, il est demandé à l'Entrepreneur de se rendre sur place afin de pouvoir constater de visu les éventuels aléas concernant les travaux, les accès et l'environnement.

1.2.2 ORGANISATION ET PHASAGE DES TRAVAUX

Les travaux ne se dérouleront pas en continu, ils seront découpés en plusieurs phases qui se dérouleront sur différentes périodes d'intervention espacées dans le temps. Les prix remis par l'entreprise tiendront compte des arrêts et reprises des travaux et des éventuels surcoûts liés à ces interruptions (amenée-repli, remise en état provisoire, etc...). Les prix tiendront compte également des délais d'intervention des différents corps d'état, concessionnaires, lots privés et prestataires. Tenant compte de ces éléments, l'entreprise ne pourra présenter de réclamations pour des frais liés à ces arrêts et reprises de travaux.

Les travaux seront réalisés en neuf phases principales. Pour chaque secteur des interruptions de plusieurs mois/années pourront survenir.

1.2.3 EXECUTION DES TRAVAUX

L'exécution des travaux sera conforme aux prescriptions contenues au présent C.C.T.P. et suivant les dispositions figurées aux plans.

L'ensemble des sujétions afférentes à la mise en œuvre des prestations et leur incidence financière feront partie des dites prestations.

Il ne sera accepté aucun travail supplémentaire, sauf ceux faisant l'objet d'un ordre de service signé par le Maître d'Ouvrage ou d'un attachement dans le cas de travaux cachés. Les travaux exécutés sans ordre de service ou contrairement aux ordres donnés, sauf cas urgent justifié, pourront être refusés. Leur démolition sera exécutée aux frais, risques et périls de l'entrepreneur qui supportera également les dépenses qui en découleraient. Il demeure expressément convenu que l'entrepreneur devra tout ce qui, bien qu'omis au présent C.C.T.P. ou sur les plans, croquis, schémas, serait nécessaire au complet achèvement des ouvrages dans l'esprit des plans, du présent C.C.T.P. et conformément aux règles de l'art.

1.3 ALLOTISSEMENT

1.3.1 DESIGNATION DES LOTS

Les travaux objet du présent dossier de consultation se décomposent en 3 lots désignés comme suit,

- Lot n°1: Voirie et Réseaux Divers
- Lot n°2: Plantation-mobilier jeux et bois
- Lot n°3: Éclairage public, Electricité et SLT

1.3.2 OBLIGATION DES ENTREPRISES LIEE A L'ALLOTISSEMENT AVANT L'ATTRIBUTION

Compte tenu de l'imbrication des ouvrages à réaliser, les entrepreneurs auront pris connaissance de l'intégralité du dossier, c'est-à-dire de l'ensemble des lots, avant de remettre leur offre. Le montant de leur offre tiendra compte des suggestions de coordinations, issues de l'étude sur les 3 lots, qu'ils auront à mener.

1.3.3 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES LIEES A L'ALLOTISSEMENT APRES L'ATTRIBUTION

Une fois les marchés attribués, les entrepreneurs titulaires des lots travailleront en équipe et de manière coordonnée pour l'élaboration de leur dossier d'exécution. Cela suppose que chaque titulaire de lot doit prendre connaissance des travaux des autres lots, pour contextualiser son travail, éviter les erreurs d'implantation d'ouvrages ou les conflits de planning.

Les entreprises devront,

- Assurer la bonne coordination entre elles,
- Assurer la coordination avec les concessionnaires et gestionnaires de réseaux intervenants sur le site,
- Assurer la coordination avec les chantiers avoisinants le périmètre opérationnel et notamment avec les chantiers des lots privés de la ZAC
- Assurer la signalisation routière temporaire,
- Si besoin se coordonner avec les services de la Ville et de la Communauté d'Agglomération,

- Vérifier la tenue du chantier chaque fin de journée, notamment les dispositifs de protection du public, clôtures, platelage...
- Entretenir l'installation de chantier,
- Ouvrir le journal de chantier et en assurer la tenue,
- Assurer l'approvisionnement des consommables et prendre à sa charge les abonnements et consommations en eau potable, électricité, téléphone et gaz des cantonnements.
- Maintenir en état de propreté permanent les voiries

Après attribution du marché, aucune réclamation ne pourra être faite ayant pour fondement, les difficultés, retards, contraintes de tout ordre, liés au fonctionnement et à l'organisation entre les lots.

Toutes ces prestations sont réputées être intégrées lors de l'établissement de leurs prix unitaires.

1.4 DELAIS, PLANNING

L'entrepreneur établira le planning d'exécution des travaux dans les dix (10) jours suivant la notification du marché. Ce planning devra être proposé au Maître d'œuvre, qui, s'il y a lieu, le retournera, accompagné de ses observations dans un délai de dix (10) jours ouvrables, à date de réception.

Les délais ayant permis d'établir le planning remis tiendront nécessairement compte des travaux des autres lots, promoteurs, contraintes du chantier diverses... les délais prévisionnels de ces tâches (tels qu'ils découlent de données transmises par le maître d'œuvre ou en l'absence d'éléments, sur la base des rendements usuels) devront apparaître dans le planning remis. Il sera procédé à l'examen et à la mise au point du planning par séquence de travaux en réunion de chantier hebdomadaire.

L'entrepreneur devra mettre en œuvre les moyens matériels et un personnel suffisant pour assurer un avancement des travaux compatible avec le délai fixé dans l'Acte d'Engagement.

Si l'entrepreneur ne respecte pas le programme et sans préjudice des mesures coercitives applicables en vertu des articles du C.C.A.P et du C.C.A.G., le Maître d'œuvre pourra prescrire à l'entrepreneur toutes mesures propres à assurer le respect des délais sans que les dépenses supplémentaires de matériel ou de main d'Œuvre n'ouvre droit pour l'entrepreneur à aucune indemnité ou prix supplémentaire.

Le Maître d'œuvre pourra exiger que soient modifiées ou complétées les dispositions envisagées si celles-ci lui paraissent manifestement insuffisantes ou, si, à l'expérience, elles ne donnent pas satisfaction, sans que l'entrepreneur puisse élever aucune réclamation en raison du trouble qui pourrait être apporté à ses prévisions quant à l'organisation de ses chantiers.

1.5 TRANCHES ET PHASAGES

Le délai global comprend 1 mois de période de préparation suivi du délai de travaux.

Le délai d'exécution global est indiqué à l'acte d'engagement.

Le projet se déroulant sur une superficie importante, il devra être réalisé avec le plus grand soin par les intervenants de chacun des marchés un planning d'exécution, chacun devant impérativement respecter le travail des autres. Dans le cas contraire, l'Entrepreneur sera seul responsable des torts occasionnés à autrui et assumera les dépenses correspondant à la remise en état des ouvrages détériorés au double des prix des marchés correspondants.

Malgré la surface importante apparente, au vu du nombre d'intervenants, du nombre de tâches et des délais pour réaliser les travaux, les emprises de chantier seront réduites au strict minimum.

Les travaux des différents lots pourront avoir lieu simultanément. S'y ajouteront des travaux concessionnaires tels que France Télécom, Enedis, AEP, assainissement, etc.

En conséquence, les travaux seront découpés en un certain nombre de phases et de sous-phases résultant des obligations de bon avancement des travaux. L'entreprise est réputée avoir intégré cette contrainte dans son offre. Le plan de phasage est joint au présent dossier.

Les Entrepreneurs devront soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage une proposition de phasage des travaux détaillés.

Des réunions de coordination pourront être décidées soit :

- Par le Maître d'ouvrage,
- Par le Maître d'œuvre,
- Par l'OPC

Le Maître d'œuvre sera systématiquement informé des réunions prévues quel que soit son demandeur. Ce dernier sera systématiquement destinataire de tous les éléments échangés lors de la réunion ainsi que du compte-rendu correspondant.

Les Entrepreneurs titulaires des différents marchés auront obligation :

- D'assister ou de se faire représenter à toute réunion quel que soit le demandeur,
- De fournir tous les éléments de réponse demandés,
- De tenir compte impérativement des décisions prises en réunion que celles-ci portent sur le phasage, la méthodologie, etc.

1.6 LISTE DES INTERVENANTS

Maîtrise d'Ouvrage :

SLA-IN Grand Paris Sud Aménagement - Direction du territoire Sud et Est
Immeuble "CARRE HAUSSMANN" - 52 boulevard de l'Yerres
91030 EVRY
T 01 60 87 40 00 / F 01 60 78 16 68

Maîtrise d'Œuvre :

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement solidaire ci-dessous :

BET VRD (Mandataire):
URBATEC INGENIERIE & AMENAGEMENT URBAIN
10 Place Fulgence Bienvenüe 77600 Bussy Saint Georges
Tel : 01-64-76-07-06 / Fax : 01-64-76-04-32

PAYSAGISTE (Cotraitant):
Paule Green paysagistes dplg

148, boulevard Chanzy, 93100 Montreuil
T 01 73 55 3000 / mail : contact@paulegreen.fr

Coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS est désigné par le maître d'ouvrage.

1.7 DOCUMENT DE BASE

1.7.1 DOCUMENTS GENERAUX

Les textes de références non joints au marché mais réputés connus de l'entreprise sont notamment :

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.)

Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.)

Le Cahier des Prescriptions Communes (C.P.C.) applicables aux marchés des travaux publics dans sa dernière édition

Les normes françaises normalement en vigueur, au moment de la signature du marché

Les directives du Ministère de l'Equipeement, SETRA et LCPC.

1.7.2 LISTE DES PIECES DU D.C.E.

La liste des pièces jointe au Dossier de Consultation des Entreprises définie de manière exhaustive les documents donnés dans le dossier.

L'entreprise vérifiera, au regard de cette liste, que son dossier est bien complet, dans le cas contraire, elle en informera dans les plus brefs délais la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'œuvre.

1.7.3 DOCUMENTS ECRITS ET GRAPHIQUES DU D.C.E.

Tous les documents écrits et graphiques désignés sur la liste des pièces.

1.8 OPERATION PREALABLES A LA REMISE DES OFFRES

1.8.1 VISITE PREALABLE DES LIEUX

Chaque entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et des difficultés d'exécution liées à la configuration du site. Il tiendra compte des facteurs qui suivent dans l'établissement de son offre :

- Nature du terrain existant,
- Accès au chantier,
- Ouvrages enterrés existants,
- Réseaux enterrés existants,

1.8.2 REMARQUES DE L'ENTREPRISE SUR LE DCE

Avant la remise de leur offre, les entreprises devront joindre un dossier spécial précisant les réserves, objections, sujétions, etc. qu'il formule, de telle sorte qu'au moment de la passation du

marché le Maître d'œuvre ait pu lever ces objections en demandant à l'entreprise d'inclure celles-ci dans sa proposition. Après passation du marché, aucune observation ou réclamation ne pourra être prise en considération.

1.9 PRESCRIPTIONS COMMUNES

1.9.1 DECLARATIONS PREALABLES

L'entrepreneur effectuera avant tout commencement de travaux et dans les délais légaux une déclaration d'ouverture de chantier auprès des organismes concessionnaires et services intéressés ou apparentés.

1.9.2 CONTROLES ET VERIFICATIONS

Contrôles à réaliser par l'entreprise

L'ensemble des sujétions afférentes à la mise en œuvre des prestations et leur incidence financière feront partie des dites prestations.

L'entrepreneur reconnaît :

- Avoir contrôlé toutes les indications desdits plans et documents, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre, avoir pris tous les renseignements nécessaires auprès des Services Publics et Concessionnaires.
- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain,
- avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la nature des terrains (couche superficielle, venue d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communications et transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressource en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, décharge publique ou privée).
- Avoir pris connaissance auprès des Services Publics ou Concessionnaires de l'emplacement de tous les réseaux aériens et souterrains affectés par les travaux et d'avoir tenu compte dans ses prix toutes les sujétions que ces réseaux pourront lui occasionner. L'entrepreneur sera responsable envers les tiers de tous les accidents qui pourraient survenir du fait de ses travaux, à proximité des conduites, lignes ou supports.

Il ne saurait prévaloir, à l'encontre de la responsabilité résultant du présent article des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du dossier d'appel d'offres, lesquels sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif. Il sera tenu de les vérifier et de les compléter à ses frais par tous sondages nécessaires.

1.9.2.1 Contrôles des documents graphiques

Avant toute exécution de travaux, l'entrepreneur devra procéder à la vérification des cotes de tous les plans qui lui seront remis. Il se conformera strictement aux cotes écrites figurées aux plans, à l'exclusion de tout relevé à l'échelle. Toute erreur ou omission devra être signalée au Maître d'œuvre avant l'exécution.

1.9.2.2 Dossier d'exécution

Avant le démarrage des travaux, l'entrepreneur réalisera les études d'exécution fondées sur le dossier permettant la réalisation de l'ouvrage. Il remettra, pour visa au Maître d'œuvre, un dossier comportant l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications définissant les travaux dans tous leurs détails, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet.

Les deux canalisations de transport de Gaz et Pétrole existants sous l'emprise des travaux devront apparaître sur tous les plans du dossier EXE de l'entreprise avec les cotes de la génératrice supérieure et la profondeur.

Les Quantités portées à la D.Q.E issue du DCE le sont à titre indicatif. L'entrepreneur devra contrôler et justifier de ses propres quantités.

1.9.3 CONSTAT D'HUISSIER

Si nécessaire, l'entreprise prendra à sa charge l'établissement d'un constat par un huissier de justice d'état des lieux avant travaux sur l'ensemble de l'emprise du chantier.

Ce constat devra porter sur l'état des voiries et chaussées traversées, du mobilier urbain, des bâtiments placés à proximité immédiate de la tranchée, des clôtures, etc.

Ce constat sera formalisé par un rapport illustré de photographies des points particuliers, accompagné de commentaires.

Le constat devra être transmis au Maître d'ouvrage après piquetage des travaux et avant le démarrage effectif des travaux.

1.9.4 REPORTAGE PHOTO

L'entreprise assurera pendant toute la phase de chantier l'établissement d'un reportage photo permettant de visualiser par tronçon toutes les étapes importantes du chantier et les points particuliers rencontrés : état initial, tranchée ouverte, pose du réseau et des organes spécifiques, état après remblaiement. Ce reportage photo sera joint au DOE.

1.9.5 ORGANISATION DU CHANTIER

1.9.5.1 Plan d'organisation du chantier

Sans objet.

1.9.5.2 Journal de chantier

L'entrepreneur ouvrira un journal de chantier dès le démarrage des travaux.

Sur ce cahier devront figurées les points particuliers suivants,

- Les remarques, demandes et recommandations de la Maîtrise d'œuvre,
- Les remarques, demandes et recommandations des concessionnaires et gestionnaires,
- Les réponses de l'entreprise,
- La nature et le nombre d'engins en fonctionnement ou en panne
- La nature et la cause des arrêts de chantier

1.9.5.3 Personnel du chantier

L'entrepreneur s'engagera à déléguer sur le chantier une Maîtrise qualifiée et à employer des ouvriers compétents pour l'exécution des travaux.

1.9.5.4 Matériel sur le chantier

L'entrepreneur remettra la liste du matériel qu'il s'engage à mettre sur le chantier dès la notification du marché pour exécuter les travaux dans les délais prévus.

L'entrepreneur justifiera les possibilités du matériel, qu'il compte mettre sur le chantier en rapport avec le programme d'exécution qu'il aura établi.

Le Maître d'œuvre pourra exiger que le matériel soit complété, si les moyens actuels se révèlent insuffisants pour tenir le délai fixé.

1.9.5.5 Coordination

L'entrepreneur devra assurer la coordination de ses travaux avec les autres entreprises travaillant sur le chantier, notamment avec les entreprises réalisant les lots.

1.9.5.6 Stockage des matériaux

Les matériaux seront livrés et éventuellement stockés aux points et endroits désignés en accord avec le Maître d'œuvre ou avec son représentant dûment qualifié.

L'entrepreneur ne pourra occuper ces zones au-delà des limites qui lui auront été désignées. A l'emplacement des dépôts, le terrain sera dressé par les soins de l'entrepreneur et à ses frais avant le rangement et les stockages des matériaux. Ceux-ci seront disposés de manière à n'être pas confondus avec d'autres ayant déjà fait l'objet d'une réception, ou appartenant à d'autres entreprises. Aussitôt que les matériaux auront été chargés, ils seront retroussés de manière à ne pas dépasser les limites indiquées.

Les transports seront faits de manière à ne pas dégrader les trottoirs, chaussées, formes ou ouvrages divers déjà établis. Si des dégradations sont commises, elles devront être réparées sans retard par l'entrepreneur ou à ses frais par un autre entrepreneur suivant le cas.

Si les matériaux ne sont pas immédiatement employés, ou si les dégradations ne sont pas immédiatement réparées dans le délai prescrit par le Maître d'œuvre, le fait sera constaté par un procès verbal, et le dommage réparé d'office aux frais de l'entrepreneur sans préjudice de la responsabilité de ce dernier en cas d'accident.

1.9.5.7 Fournitures

Les matériaux devront satisfaire aux prescriptions générales édictées à la fois par les normes françaises régulièrement homologuées et par le Cahier des Prescriptions communes.

Pour tous les matériaux, l'Entrepreneur sera tenu de justifier de leur provenance par un certificat d'origine ou autre preuve identique.

L'Entrepreneur devra, en outre, soumettre des échantillons des différents matériaux (granit, mobilier urbain...)

Des essais et analyses de matériaux fournis par l'Entrepreneur seront pratiqués périodiquement.

A la réception des matériaux, en cas d'insuffisance quantitative ou qualitative, le pourcentage de réduction correspondant sera appliqué à la totalité du lot à réceptionner sans que l'Entrepreneur soit admis à justifier que les défauts constatés sont généraux dans le lot considéré.

Les matériaux refusés seront isolés et évacués hors du chantier, aux frais de l'entrepreneur, dans les délais fixés par le Maître d'œuvre. En cas de non-exécution, l'article 23 - alinéa 2 du C.C.A.G. sera appliqué.

1.9.5.8 Echantillons / planches d'essai

Les matériaux et matériels devront être soumis préalablement à l'agrément de la maîtrise d'œuvre.

Une planche d'essai de 4m² sera demandée à l'entreprise pour chaque matériau d'aménagement des sols extérieurs, avec la présentation par nature de matériau de 3 propositions variantes.

1.9.5.9 Nettoyage du chantier et des abords

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur devra nettoyer et débarrasser le chantier et les abords jusqu'à 200 m de part et d'autre des accès, de tous les matériaux, débris, gravats, etc. déposés à l'occasion de ces propres travaux. L'entrepreneur devra veiller à ce que le chantier soit toujours dans un bon état de propreté.

En cas de défaillance d'une entreprise dans l'exécution du nettoyage des voies et abords du chantier, le titulaire devra mettre en place, à la demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre une balayeuse mécanique afin d'assurer le maintien en bon état de propreté des zones concernées.

Les frais liés à la mise à disposition, à l'utilisation et à l'entretien de cette balayeuse seront entièrement à la charge de l'entreprise défaillante.

Il devra également remettre en parfait état les terrains occupés par les dépôts de ses propres matériaux, installations diverses, etc.

L'entrepreneur tiendra compte dans son prix des sujétions correspondantes aux charges suivantes :

- Décrochage et nettoyage des roues des camions et engins divers.
- Décantation des boues avant rejet des eaux dans le réseau public.
- Nettoyage des réseaux d'assainissement et des voiries avant réception ou livraison.

1.9.5.10 Signalisation du chantier

La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement éventuel de toute la signalisation de chantier seront à la charge de l'entrepreneur.

La fourniture, la pose, l'entretien ainsi que le déplacement éventuel de la signalisation destinée à indiquer la direction de la base vie du chantier seront à la charge de l'entrepreneur. Celui-ci devra également assurer, selon les besoins du chantier, la pose et la dépose de ces panneaux durant la phase des travaux.

La signalisation de chantier devra être conforme aux normes de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire des routes.

L'entrepreneur apportera un soin particulier dans la lisibilité et l'entretien de la signalisation aux abords du groupe scolaire et habitations livrées, il soumettra à l'agrément du Maître d'œuvre, un schéma de signalisation de chantier avant le début des travaux.

1.9.5.11 Panneau du chantier

L'entrepreneur est tenu d'assurer la fourniture, la pose, l'entretien et la dépose du panneau de chantier.

Le panneau devra être implanté dès le démarrage des travaux, à un emplacement visible depuis la voie publique, après accord du maître d'ouvrage ou de sa représentation.

Il sera maintenu en bon état de présentation et de lisibilité pendant toute la durée du chantier, puis retiré à la fin des travaux.

1.9.5.12 Réunion de chantier

Les rendez-vous de chantier auront lieu au minimum une fois par semaine. Les entreprises devront assister aux réunions de chantier.

Les entrepreneurs sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le Maître d'œuvre en accord avec le Maître d'ouvrage ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur-le-champ les ordres au personnel de l'Entreprise de chantier.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux. L'absence de l'entrepreneur ou de son agent, ou de son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant. Le maître d'œuvre se réserve le droit de convoquer aux réunions de chantier les entreprises sous-traitantes ou cotraitantes en présence du titulaire.

1.9.5.13 Compte rendu de chantier

Il sera établi par la Maîtrise d'œuvre à chaque rendez-vous de chantier un compte-rendu sur la marche des travaux ou des études et les particularités de l'exécution.

Les entrepreneurs disposeront d'un délai de 8 jours (huit jours) calendaires à partir de la diffusion du compte rendu pour présenter par écrit leurs observations éventuelles sur le contenu du compte rendu. Passé ce délai, ils seront considérés comme ayant accepté les injonctions portées au compte-rendu les concernant.

1.9.6 INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'entreprise devra ses propres installations de chantier pendant toute la durée des travaux, telles que le barriérage spécifique de ses interventions.

Le lot VRD doit les installations de chantier suivantes pour l'ensemble des lots et pour toute la durée globale du chantier (y compris en l'absence du lot VRD sur site) :

- Plateforme en traitement de sol et enrobés
- Aire de stationnements
- Aire de stockage
- Base vie comprenant bureaux, vestiaires, salles de réunion, salle réfectoire, sanitaires...raccordée aux différents réseaux
- Clôture et portail de la base vie

Chaque lot doit :

- La signalisation de sa zone de chantier
- Maintien en état de ses emprises de chantier et abords
- Conteneurs à outils

Le cantonnement général du chantier sera fermé par de la clôture grillagée et d'une hauteur de 2,00 m.

L'entrepreneur est réputée responsable de la sécurité de ses installations, et mobilisera les moyens qu'elle jugera nécessaires à la sûreté du site et à la protection des ouvrages et des stocks de matériaux.

Le Maître d'œuvre ne pourra en aucune manière être mis en cause dans toute contestation qui pourrait surgir à quelque titre que ce soit entre un concessionnaire et l'entrepreneur dans le cas de déplacements d'ouvrages nécessaires à l'avancement du chantier ou de détérioration de ces ouvrages.

L'entrepreneur devra contracter auprès des services, des concessionnaires (Eau, Enedis, France Télécom, etc.) tous les abonnements utiles et acquitter directement les dépenses de fourniture et d'installation qui resteront entièrement à sa charge.

L'entrepreneur aura à sa charge la pose, l'entretien, les retraits et les déplacements, selon l'avancement des travaux et les phases de travaux, des clôtures assurant la protection de ses propres travaux.

Celles-ci auront une hauteur minimale de 1,00 m et seront constituées d'éléments jointifs aux couleurs du Maître d'ouvrage et munies d'un dispositif anti-affichage. Dans certaines circonstances, il sera fait usage de GBA.

L'entrepreneur aura à sa charge la protection d'arbres existants qui seront conservés sur le site (conformément ou en modification aux plans indiquant les arbres existants conservés ou abattus). Ces arbres seront protégés par des planches isolant le tronc et le pied des arbres de toute action ou engin de chantier. Les protections du Houppier et des racines seront réalisées si nécessaire.

L'entrepreneur procédera également, à la fourniture et pose de pont de service, pour piétons et pour véhicules, en plaques, y compris toutes manutentions sur le site pour déplacements des éléments selon le phasage ou l'avancement de chantier ou nécessité de maintien des accès et d'entretien.

Le projet des installations de chantier comporte la description des moyens et matériels principaux avec leurs caractéristiques et précise notamment :

- Les dispositions envisagées pour l'implantation, l'édification et l'aménagement des ateliers, bureaux, locaux de sécurité et d'hygiène, magasins et aires de stockage, laboratoire s'il y a lieu, et leurs raccordements aux différents réseaux,
- Les aires de circulation de toute nature à l'intérieur du chantier, les aires d'évolution des engins de manutention, l'implantation des moyens de fabrication des éléments préfabriqués sur le chantier si tel est le cas,
- Les conditions d'accès au chantier, de stockage et de manutention des matériaux, composants, éléments préfabriqués et tous autres produits s'il y a lieu, la signalisation et l'éclairage,
- Les conditions d'accès des engins de secours.

Ce projet d'installation de chantier devra avoir reçu la validation de la maîtrise d'œuvre, de la maîtrise d'ouvrage et du contrôleur sécurité avant toute installation.

1.9.7 PREVENTIONS ET PROTECTIONS DIVERSES

1.9.7.1 Règles de sécurité

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les dispositions des règles de sécurité et notamment :

- Les dispositions du Plan Général de Coordination – Protection de la Santé (PGCSPS) et / ou des prescriptions imposées par le Coordonnateur désigné par le Maître d'Ouvrage.
- Le décret du 14 novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs contre les courants électriques dans les chantiers et ateliers du Bâtiments et des Travaux Publics.
- Le décret N° 65-43 du 8 janvier 1965 relatif aux mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel

exécute des travaux de bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles.

- La loi du 6 décembre 1976 concernant l'établissement de l'hygiène et de la sécurité.
- La Loi du 31 Décembre 1993 et son décret du 26 Décembre 1994 concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

1.9.7.2 Protection des eaux vives

Toutes les précautions seront prises pour la préservation, conformément à la réglementation en vigueur, des sources et des eaux superficielles souterraines.

La réglementation est constituée notamment par :

- La loi du 21 juin 1898 (Journal Officiel du 23/06/1898)
- Le code rural
- Le code de la Santé Publique
- Le code de l'Administration Communale
- Le Code Pénal
- Les décrets du 8 août 1935 et du 4 mai 1937 sur la protection des eaux souterraines (Journal Officiel du 11 août 1935 et du 29 mai 1937).

1.9.7.3 Maintien de l'écoulement des eaux

Le fonctionnement des collecteurs doit être assuré en permanence durant les travaux. En particulier, le bon écoulement des eaux d'orages de caractéristique décennale doit être préservé.

Les batardeaux de dérivation des eaux et d'une manière générale tous les barrages mis en place, du fait des nécessités d'exploitation, et faisant partie du marché doivent être construits de façon suffisamment résistante pour supporter sans dommage les contraintes de service, y compris celles liées aux flots d'orages et résister à une mise en charge des ouvrages.

Il est précisé que les Entrepreneurs doivent prendre toutes dispositions pour qu'aucun débordement des eaux ne puisse se produire sur le chantier. Ils seront tenus pour responsables de tous les dégâts qui pourraient être causés, tant au chantier qu'aux riverains par la montée du plan d'eau dans un ouvrage ou dans une fouille du fait des travaux.

1.9.7.4 Contraintes d'ordre archéologique

Sans objet.

1.9.7.5 Engins explosifs ou de guerre

Si un engin explosif ou de guerre est découvert ou repéré, l'entrepreneur devra :

- a) Suspendre le travail dans le voisinage et y interdire toute circulation au moyen de clôture, panneaux de signalisation, etc.
- b) Informer immédiatement le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre ainsi que l'Autorité chargée de faire procéder à l'enlèvement des engins non explosés.
- c) Ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation.

En cas d'explosion fortuite d'un engin de guerre, l'entrepreneur devra en avvertir immédiatement le Maître d'ouvrage et prendre les mesures définies aux paragraphes a et c du présent article.

1.9.7.6 Protection et préventions des accidents

Les entreprises et leurs sous-traitants devront se conformer aux règlements de sécurité en vigueur à la date des travaux et notamment à l'ensemble des textes réglementaires donnés au sein du présent document.

Elles doivent en particulier :

- Mettre en place tous les dispositifs assurant la sécurité du chantier et des voies publiques, des voies privées, des accès pour échafaudages, auvents, parapluies, platelage pour protection des passants et des véhicules, etc.,
- Mettre en place un balisage de leur chantier tel que barrière jointive de chantier mobile pour toutes interventions,
- Mettre en place des gardiens pour toutes interventions sur la voie publique ou sur les propriétés mitoyennes,
- Ne pas charger les camions sur la voie publique sauf autorisations particulières obtenues auprès des autorités compétentes,
- Fournir et poser des panneaux de sécurité réglementaires en voirie, aux sorties de chantier, après avoir obtenu l'autorisation des autorités compétentes,
- S'assurer avant toute démolition que les ouvrages ne sont plus raccordés aux réseaux d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, etc., et accomplir les formalités d'usage auprès des administrations et services techniques locaux ; au fur et à mesure des démolitions, les Entreprises s'assureront qu'elles ne suppriment pas de réseaux dont la destruction nuirait au bon fonctionnement des ouvrages encore en service.

Les entrepreneurs seront tenus responsables de tous les accidents, de quelque nature qu'ils soient à compter de la réception de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux. Ils doivent être titulaires d'une police d'assurance couvrant leur responsabilité civile.

1.9.7.7 Protection du matériel

L'entrepreneur devra assurer la protection de son matériel avant et pendant la mise en oeuvre.

Le nettoyage final de ces matériels sera exécuté par lui et les appareils détériorés, de son fait ou non, seront immédiatement remplacés sans préjudices des responsabilités des détériorations.

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur devra garantir à ses frais, tous les matériaux approvisionnés et les ouvrages de tous vols, détournements, dégradations, ou destructions de toutes natures.

1.9.8 OPERATIONS TOPOGRAPHIQUES

Les opérations topographiques sont à la charge de l'entrepreneur, à l'exception du piquetage de l'axe de référence qui sera implanté par le géomètre du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que l'ensemble de la ZAC est en système altimétrique orthométrique, comme indiqué sur les cartouches des plans DCE. L'entreprise veillera à inscrire ses travaux dans ce système.

1.9.8.1 Pendant l'exécution des travaux:

L'entrepreneur devra la conservation des repères existants jusqu'à l'achèvement des travaux, le rétablissement ou la remise en état immédiate, de ceux qui viendraient à être détériorés ou déplacés, soit accidentellement soit, en raison de la progression des travaux.

Il devra en outre, procéder à toutes les opérations topographiques complémentaires qui s'avèreraient nécessaires en raison des adaptations éventuelles du projet.

1.9.8.2 Après l'exécution des travaux:

L'entrepreneur devra fournir un dossier des ouvrages exécutés comprenant les documents suivants :

- Plans d'exécution,
- Notice des matériaux mis en œuvre et mode d'utilisation,
- P .V. des essais, etc....,
- Plans de récolement conforme aux prescriptions définies au présent C.C.T.P.

La remise de ce dossier s'effectuera lors des opérations préalables à la réception et conditionnera la décision de réception.

1.9.9 OUVRAGES EXISTANTS

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les travaux seront exécutés sur des itinéraires abritant des réseaux existants. Certains de ces réseaux sont mentionnés sur les plans à titre indicatif.

1.9.9.1 Rencontre de canalisations diverses et d'objets dans les fouilles

1.9.9.1.1 Dispositions générales

L'entrepreneur prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux conduites et canalisations de toutes sortes, rencontrées pendant l'exécution des travaux.

Il devra prendre éventuellement toutes les mesures nécessaires pour le soutien de ces canalisations et conduits, étant entendu qu'en aucun cas, les dispositifs adoptés pour réaliser ces soutiens ne prendront appui sur les étrépillons et étalements ou blindage des fouilles.

L'entrepreneur ne sera pas admis à présenter de réclamation de quelque nature que ce soit du fait que le tracé ou l'emplacement imposé par les ouvrages, notamment par les ouvrages d'assainissement l'obligerait à prendre des mesures particulières pour le maintien, le déplacement ou la transformation des canalisations ou conduites sur quelque longueur qu'elles puissent s'étendre.

Il restera entièrement responsable des dommages qui pourraient être causés par lui-même ou ses agents à toutes canalisations ou conduites.

1.9.9.1.2 Investigations complémentaires

L'entrepreneur proposera un programme de reconnaissance complémentaire (piquetage, repérage, relevé, report,...) des réseaux divers existants sur les emprises du projet et aux abords.

Cette reconnaissance se fera en présence des concessionnaires et après accord de la maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur intégrera ces prestations de travaux à proximité des réseaux existants dans son offre qui devront être clairement identifiées et précisées dans le mémoire technique.

1.9.9.1.3 Rencontre de canalisations d'eau, de gaz ou d'électricité

Quand l'ouverture d'une fouille aurait fait apparaître des fuites, même légères sur les conduites, l'entrepreneur préviendra d'urgence les services intéressés.

En cas de rencontre d'un conducteur électrique dans la fouille, l'entrepreneur prendra toutes précautions pour qu'il n'y soit apporté aucun trouble, l'usage du feu ou d'une forte chaleur à proximité étant notamment interdit. Il avisera en même temps le service compétent afin que des mesures soient prises en vue de la continuation du travail avec sécurité.

1.9.9.2 Recherche de canalisations existantes

Pour ce qui concerne les réseaux existants, l'entrepreneur sera tenu de faire les recherches nécessaires pour repérer les canalisations en présence d'un agent du service concessionnaire intéressé.

Chacun des lots doit, avant toute intervention, le marquage piquetage des réseaux par une société habilitée et son entretien pendant toute la durée du chantier. Ainsi que toutes les réinterventions devenues nécessaires pour les besoins du chantier.

1.9.9.3 1.9.9.3 Canalisations de transport de GAZ (GRTGAZ) et canalisation de transport de pétrole (TOTAL)

Deux canalisations de transport de GAZ et Pétrole de grand diamètre traversent le site et l'emprise des travaux. Tous les travaux à proximité de ces réseaux devront se réaliser sous la supervision des concessionnaires et d'accord à ses préconisations. Les deux canalisations devront apparaître sur tous les plans des dossiers EXE des entreprises.

1.9.9.4 Conservation d'ouvrages superficiels

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux ouvrages existants de toutes natures (clôtures, maçonneries, réseaux, végétaux, etc.) rencontrés pendant l'exécution des travaux.

L'entrepreneur supportera la responsabilité entière des dégâts qu'il pourrait occasionner pendant la durée des travaux et le délai de garantie, il supportera, en cas de détérioration, les frais de remise en état.

L'entrepreneur ne sera pas admis à présenter de réclamation de quelque nature que ce soit, du fait du tracé ou de l'implantation des ouvrages existants qui l'oblige à prendre des mesures de protection sur quelque longueur ou profondeur qu'elles puissent s'étendre.

1.9.9.5 Conservation d'ouvrages souterrains

Les ouvrages existants rencontrés dans les fouilles seront laissés dans leur état primitif, aucune modification ne pourra être portée sans l'accord écrit de l'administration ou des concessionnaires intéressés.

En particulier, il sera interdit de faire passer une canalisation ou un fourreau au travers d'un ouvrage rencontré et formant obstacle.

Si au cours des travaux, des dommages sont causés à des ouvrages rencontrés, toutes les mesures conservatoires qui s'avéreront nécessaires devront être prises, le propriétaire de l'ouvrage endommagé sera prévenu immédiatement.

Les canalisations parallèles à la tranchée ou coupant celle-ci, suivant un angle seront étayées ou soutenues, si nécessaire.

Lorsque les câbles ou leurs accessoires (boîte de jonction, de dérivation, d'extrémité) seront rencontrés en cours de fouille, les mesures à prendre seront décidées d'un commun accord avec le service responsable de l'ouvrage. Les boîtes seront dégagées avec prudence et aussitôt après suspendues avec soin. Elles seront maintenues à leur place et étayées si nécessaire.

Le déplacement et la suspension des câbles seront exécutés de telle façon qu'aucune traction tendant à arracher le câble de ses pièces de connexion ne puisse s'exercer sur les boîtes. Ces opérations ne pourront s'effectuer que sous surveillance effective de l'exploitant. Pendant toute la durée des travaux, des précautions seront prises pour éviter tout ébranlement des boîtes.

Avant le remblaiement, les câbles et leurs accessoires seront rétablis dans leur position primitive et les dispositifs de protection ainsi que le dispositif avertisseur seront soigneusement remplacés.

1.9.10 TRANSPORT ET TRAVAUX SUR DOMAINE PUBLIC

1.9.10.1 Transport sur domaine public

L'entrepreneur sera responsable du maintien en bon état de viabilité des voies ouvertes à la circulation et empruntées par ses engins. Ceux-ci seront conformes aux prescriptions du Code de la Route. Il aura à sa charge tous les nettoyages.

Son attention est attirée à cet effet sur l'application du paragraphe IV de l'article 471 du Code Pénal, relatif au nettoyage des chaussées et trottoirs souillés par les camions. Les services de la voirie pourront effectuer eux-mêmes ou faire effectuer ces nettoyages si nécessaires, au compte de l'Entreprise responsable.

Il sera procédé à une reconnaissance préalable des lieux. Aucun commencement d'exécution ne pourra avoir lieu avant cette reconnaissance qui fera l'objet d'un procès-verbal contradictoirement signé par l'Entreprise et par le Maître d'œuvre. L'entrepreneur sera responsable des transports de ses propres fournisseurs.

1.9.10.2 Travaux sur domaine public

Avant tous travaux sur domaine public, l'entrepreneur devra solliciter de l'autorité compétente, l'autorisation de voirie correspondante. Il devra se conformer scrupuleusement aux prescriptions, tant technique que financière, de cette autorisation sans qu'aucune réclamation ne puisse être prise en compte de ce fait.

L'entrepreneur sera chargé de l'obtention des accords d'alignement, nivellement ainsi que du raccordement de voirie. Ces documents fournis par l'administration devront être remis au Maître d'ouvrage pour la réception.

1.9.10.3 Modifications du projet réservées

Avant tout commencement, l'entrepreneur devra avertir suffisamment tôt (minimum 15 jours) le maître d'œuvre des problèmes risquant d'apporter des modifications au projet et entraînant des conséquences financières (implantation, terrassement, ouvrages divers existants ou futurs situés en limite de propriété, végétaux, clôtures, contraintes de nivellement etc.). Si l'entrepreneur ne tenait pas compte des prescriptions ci-dessus, il supporterait en conséquence, toutes les incidences financières en résultant.

Avant la remise de sa soumission, l'entrepreneur devra joindre un dossier spécial précisant les réserves, objections, sujétions, etc. qu'il formule, de telle sorte qu'au moment de la passation du marché le Maître d'œuvre ait pu lever ces objections en demandant à l'entreprise d'inclure celles-ci dans sa proposition. Après passation du marché, aucune observation ou réclamation ne pourra être prise en considération.

1.9.11 TRI DES MATERIAUX ET DES DECHETS

Dans le cadre de ses travaux, le titulaire devra :

- Limiter la production de déchets et favoriser la valorisation, le réemploi dans une logique d'économie circulaire

- Assurer la traçabilité des déchets conformément au code de l'environnement

Ces missions sont incluses dans les missions d'exécution des travaux. Toutefois, au regard de leur importance, elles sont ci-après précisées :

1.9.11.1 Outil SI Déchets

GPA a mis en place un outil SI unique, transverse, de traçabilité des flux "déchets" sur l'ensemble de ses

Chantiers afin de simplifier le processus en place et rappelé plus haut. Ce nouvel outil se veut :

- Simple et intuitif ;
- Utilisable et utilisé par les différents acteurs de la chaîne : Entreprise de travaux, MOE et MOA ;
- Connecté aux divers outils gouvernementaux : TRACKDECHETS, RNDT (Déversement automatiquement des données saisies)
- Automatisé pour l'édition des différents bordereaux de suivi déchets et simple dans le suivi de leurs statuts
- Utile et essentiel au suivi des taux de valorisation et du bilan carbone des évacuations ;

Un système de droit et de validations permet de cadrer les actions de chacun au sein du processus. L'ensemble des acteurs de la chaîne de suivi et de gestion des déchets est sollicité permettant ainsi de garantir la qualité de l'information de bout en bout ;

Il est demandé au titulaire du marché de s'approprier l'outil SI et de l'utiliser dès lors que ce dernier sera mis à disposition des projets, ce dès la phase de préparation de chantier.

1.9.11.2 Schéma d'Organisation et de Gestion de l'Evacuation des Déchets (SOGED) – Dispositions spécifiques

Dans ce document qui sera soumis au visa de la Maîtrise d'œuvre pendant la période de préparation, le Titulaire expose de manière détaillée et précise :

- Les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger et pour trier les différents déchets issus des travaux
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux
- Toute référence à une évacuation de déchets dans les articles qui suivent relève du présent article.

1.9.11.3 Mise en œuvre d'une aire de tri et de stockage des déchets

Afin de satisfaire au tri des déchets issus notamment du curage, du désamiantage puis de la déconstruction, une aire de tri et de stockage des déchets sera aménagée sur site, dans l'emprise du chantier. Chaque benne sera identifiée en fonction du type de déchets qu'elle est destinée à recevoir.

Les déchets issus du curage seront triés sur site, stockés dans des bennes en fonction de leur nature et de leur filière d'élimination (métaux, câblerie, D.N.D., bois, ...). Aucun déchet ne sera stocké en dehors de ces

Conteneurs, ni laissé le soir, de manière à maintenir en permanence un état de propreté correct sur le chantier et afin d'éviter tout acte de malveillance.

De plus, les déchets amiantés seront stockés dans un local fermé et portant les signalisations adéquates.

1.9.11.4 Gestion des déchets générés par le chantier

Conformément à la réglementation et au souhait du Maître d'Ouvrage, les déchets de chantier devront être valorisés au maximum par un tri des matériaux issus de la déconstruction à la source, et par une gestion de ces déchets dans le respect du Plan interdépartemental de gestion des déchets du Bâtiment et des Travaux Publics.

Le titulaire s'assure d'intégrer dans son mémoire technique à remettre dans le cadre de la présente consultation un SOGED prévisionnel présentant notamment :

- Les méthodes de réalisation, de dépose ou de stockage appliquées pour limiter le mélange des matériaux et en faciliter ainsi le réemploi ;
- Le réemploi éventuel et le recyclage (béton, ferrailles, verre, ...) ;
- Le tri des déchets à la source ;
- La traçabilité de l'ensemble des déchets (amiante, béton, ...) inertes ou non inertes ;
- Le mode de transport et le lieu d'évacuation ;
- Les modes de suivi et de contrôle mis en place.

Le titulaire s'assure de soutenir également les objectifs du plan de gestion des déchets en privilégiant dans ces choix de filières, les unités de traitement et les filières présentes sur le territoire du département à chaque fois que cela sera possible. En effet, les plans départementaux de gestion des déchets ont pour objectif :

- La prévention et la réduction des déchets à la source ;
- Le respect du principe de proximité en limitant les transports de déchets ;
- La valorisation des déchets par réemploi, recyclage matière, valorisation organique et énergétique ;
- L'information du public.

Le titulaire s'assure d'évacuer en filières agréées l'ensemble des matériaux issus des travaux de déconstruction.

1.9.11.5 Tri et évacuation des matériels et matériaux

Le titulaire s'assure d'évacuer du site l'ensemble des matériaux issus des travaux dont il a la charge.

Conformément aux objectifs définis précédemment, les matériaux issus des travaux font l'objet d'un tri à la source puis d'un envoi dans les filières de déchets adaptées dans un souci de valorisation optimale de l'ensemble des déchets.

Le Titulaire a la responsabilité de tous les matériaux et produits provenant des travaux, et de ses déchets d'emballage et consommables (ou résidus de consommables).

Le conditionnement, le stockage, le transport ainsi que le recyclage et l'élimination des déchets resteront à la charge et sous l'entière responsabilité du Titulaire.

Lors des opérations de tri de déchets, les déchets liquides ou contenant des produits susceptibles de s'écouler devront impérativement être stockés dans des containers étanches, dont les matériaux constitutifs ne risquent pas d'être altérés par le produit stocké et seront posés sur un bac de rétention de dimension réglementaire.

1.9.11.6 Transport des déchets

Dans le cas particulier des déchets spéciaux (substance réputée dangereuse au titre de la nomenclature des déchets), est utilisé un B.S.D. Dans le cas particulier des déchets amiantés, est utilisé un B.S.D.A. Ces documents devront être correctement renseignés avant utilisation et signature du Maître d'Ouvrage.

Les déchets amiantés seront sortis des zones confinées après double ensachage, douchage et étiquetage. Ils seront stockés dans un local couvert fermant à clé et signalisé en attendant leur évacuation.

Les déchets amiantés seront évacués dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à la fin des travaux de désamiantage, en quel cas des pénalités seront appliquées.

Le transport doit répondre aux obligations du décret n°98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets. Le Titulaire en contrôle toutes les étapes : mise à disposition des bennes, enlèvement, chargement, évacuation et transport.

Dans le cas de substance réputée dangereuse, le transport doit répondre aux obligations du décret n°60-794 du 22 juin 1960 portant publication de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) et les amendements subséquents apportés à ses Annexes A et B.

1.9.11.7 Traitement des déchets

Le titulaire s'assure de conditionner les déchets conformément aux exigences des installations classées destinataires. Les frais de traitement et de valorisation des matériaux de déconstruction sont à la charge du Titulaire, ainsi que les analyses préalables d'acceptation éventuelles.

Il est rappelé les interdictions suivantes :

- Brûler les déchets à l'air libre ;
- Abandonner ou enfouir des déchets dans des zones non contrôlées administrativement ;
- Mettre en Installation de Stockage de Déchets Inertes des déchets non inertes ;
- Laisser des déchets spéciaux sur le chantier ou les mettre dans des bennes non prévues à cet effet.

1.9.11.8 Limiter la production de déchets

Dans une logique d'économie circulaire, le titulaire réemploie ou valorise les terres / déchets végétaux / autres déchets plutôt qu'à les éliminer.

Pour les terres excavées : si l'équilibre déblais / remblais n'est pas atteignable, une valorisation hors site sera recherchée pour les terres en respectant les guides méthodologiques de valorisation hors site des terres excavées, publiés par le BRGM, l'INERIS et le Ministère de l'Ecologie en avril 2020.

La valorisation devra passer par le SI Déchets permettant ainsi d'assurer la traçabilité via des bordereaux de suivi des terres valorisables (BSTV).

9. Assurer la traçabilité des déchets en phase chantier

Durant la réalisation des travaux d'espaces publics, si des terres ou déchets doivent être évacués hors site, dans le DCE, le Titulaire devra indiquer :

- L'estimation de la quantité de terres / déchets à évacuer ;
- Les sites de valorisation, filières de valorisation ou d'élimination ;
- La procédure à respecter : Le maître d'ouvrage validera le site ou la filière d'élimination ou de valorisation proposées par le Titulaire au maître d'œuvre, après vérification par le Titulaire que :
 - o Les filières d'élimination proposées sont autorisées à accepter les terres et bétons/matériaux, déchets à éliminer au regard de leur arrêté préfectoral d'exploitation
 - o Le transporteur est agréé pour le transport des déchets
 - o La valorisation proposée respecte les préconisations des guides de valorisation hors site des terres excavées publiés par le BRGM, l'INERIS et le Ministère de l'Ecologie
 - o La validation du maître d'ouvrage doit intervenir AVANT élimination et/ou valorisation des terres/bétons/matériaux/déchets
 - o GPA donne une délégation de signature au Titulaire pour les documents préalables à l'élimination des déchets (FID/FIP ou DAP) ainsi que pour les documents de traçabilité des déchets de type BL, BSD et BSTV. Elle ne donne pas de délégation de signature au Titulaire. Un délai de signature de ces documents par le Moe pour le Titulaire devra donc être prévu avant la date d'élimination ou de valorisation envisagée. L'ensemble du processus de saisi, Visa, Signature est automatiquement intégré à l'outil SI Déchets de GPA
 - o GPA ne donne pas de délégation de signature au Moe pour les documents de traçabilité des déchets de type BSDD et BSDA. Elle ne donne pas de délégation de signature au Titulaire. Un délai de signature de ces documents par la Maîtrise d'Œuvre pour le Titulaire devra donc être prévu avant la date d'élimination ou de valorisation envisagée. L'ensemble du processus de saisi, Visa, Signature est automatiquement intégré à l'outil SI Déchets de GPA
 - o Dans le cas d'une valorisation hors site, le Titulaire devra suivre la production des terres, compléter les bordereaux de suivi de terres valorisables (BSTV) et les soumettre au Visa de la maîtrise d'œuvre. Le Titulaire s'assurera que les BSTV produits ont bien été complétés, que les terres à valoriser sont conformes avec les critères de valorisation fixés dans le guide de valorisation hors site des terres excavées, que le site d'accueil des terres valorisées et les usages du site d'accueil permettent l'acceptation des terres à valoriser dans le respect des préconisations

du Guide de valorisation hors site des terres excavée. L'ensemble du processus de saisi, Visa, Signature est automatiquement intégré à l'outil SI Déchets de GPA

Les justificatifs des éliminations, valorisations, réemplois, réutilisations réalisées devront être téléchargé dans l'outil SI Déchets de Grand Paris Aménagement et soumis au Visa du Maître d'Œuvre. Le téléchargement des justificatifs est un prérequis au Visa. Les justificatifs attendus par Grand Paris Aménagement sont :

- Les bordereaux de dépôts pour tous les déchets autres que les terres valorisées et déchets dangereux ou déchets amiantés, y compris pour les déchets valorisés comme les déchets végétaux, bétons concassés, ...
- Les bordereaux de suivi de terres valorisables pour les terres valorisées hors site ;
- Les bordereaux de suivi de déchets et bordereaux de suivi de déchets amiantés pour les déchets dangereux et déchets amiantés. Des bordereaux de déchets pourront également être réalisés en remplacement des bordereaux de dépôts pour les déchets non dangereux.

Le Titulaire précisera dans son offre :

- Une estimation de la quantité totale de déchets ;
- Les modalités de gestion et d'enlèvement des déchets générés durant le chantier qui sont prévues, à savoir :
 - o L'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue ;
 - o Le cas échéant, le broyage des déchets sur le chantier ou autres dispositions techniques dans le cadre de travaux de jardinage ;
 - o Le ou les points de collecte où le Titulaire de travaux prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation ;
- Une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.

Durant l'exécution des travaux, pour assurer la traçabilité des déchets, conformément au code de l'environnement, le Titulaire devra :

- Vérifier que le transporteur est agréé pour le transport des terres et déchets
- Vérifier que les sites de valorisation proposées respectent les préconisations des guides de valorisation hors site des terres excavées
- Vérifier que les filières de valorisation (plateformes de tri, valorisation) ou d'éliminations proposées sont autorisées à accepter les terres, matériaux et déchets à éliminer au regard de leur arrêté préfectoral d'exploitation,
- Saisir les données sur l'outil SI déchets.
- Pour la valorisation de terres excavées, saisir les BSTV et les faire viser par le Titulaire en passant par l'outil SI Déchets.
- Pour les autres déchets :
 - o Compléter et transmettre le cas échéant la Fiche d'identification des Déchets (FID) ou Fiche d'identification préalable de déchets (FIP) ou Déclaration d'Acceptation Préalable de Déchets (DAP) et la transmettre à La Maîtrise d'Œuvre pour vérification via le SI Déchets

- o Veiller à obtenir le Certificat d'Acceptation préalable (CAP) et le transmettre à la Maîtrise d'Œuvre via le SI Déchets
- o Réaliser la pré-saisie via le SI Déchets en tant que détenteur des déchets, des Bordereaux de suivi des déchets (BSD), des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) ou des bordereaux de suivi des déchets amiantés (BSDA), l'information parvient via le SI Déchets à la Maîtrise d'Œuvre puis à Grand Paris Aménagement, maître d'ouvrage et producteur des déchets à la suite du visa du Moe,
- o Vérifier que les BSD, BSDD, BSDA sont correctement complétés et prêts pour signature de GPA. Pour rappel, La Maîtrise d'Œuvre et le Titulaire ont l'interdiction formelle de signer ce document au nom de GPA, GPA restant producteur des déchets et signataire des documents de traçabilité. L'ensemble du processus de saisi, Visa, Signature est automatiquement intégré à l'outil SI Déchets de GPA
- S'assurer que les montants facturés correspondent aux quantités réellement indiquées dans les BSD, BSDD ou BSDA et aux montants facturés par les installations de destination. La Maîtrise d'Œuvre ne validera la facture correspondante que si tous les justificatifs sont joints.

L'outil SI Déchets est ainsi la seule référence pour valider l'état d'avancement des entreprises pour les prestations comprenant l'évacuation de déchets.

2 RECOLEMENT

2.1 RELEVÉ DES OUVRAGES PAR LE GEOMETRE EXPERT

Pendant la réalisation des travaux, l'entreprise relève en tranchée ouverte les ouvrages exécutés au titre du marché.

Après exécution des travaux, l'entreprise relève tous les ouvrages de surface réalisés dans le cadre de ce marché. Pour les points de nivellement relevés, on aura pour minimum, les points donnés aux mêmes emplacements que ceux du plan de nivellement exécution.

L'ensemble des opérations de recolement de ces opérations sera réalisé en système orthométrique.

La MOA se réserve le droit de demander aux entreprises ces plans dans le système NGF et Lambert I.

2.2 PLAN DE RECOLEMENT

Le plan sera réalisé impérativement par un géomètre expert.

Le géomètre établira les plans et fichiers de recolement comprenant :

- le plan de synthèse des ouvrages exécutés par rapport au plan de l'opération
- 4 tirages papier couleur (les ouvrages existants seront en noir et blanc, les ouvrages du marché seront en couleur),
- 1 fichier des plans de synthèse sur clé USB aux formats DWG et PDF (5 clés USB en tout)

Les plans de recolement seront établis au fur et à mesure de l'avancement des travaux. La totalité des ouvrages enterrés (réseaux, bassins de rétention...) devront être relevés avant

remblaiement et en tranchée ouverte. A ce titre, il est rappelé que la réglementation prévoit que les récolements remis soient de classe A.

En cours de travaux, il pourra être demandé à l'entreprise de remettre des plans de récolement d'ouvrages ou parties d'ouvrages achevé(e)s (notamment pour permettre leur mise en service par des concessionnaires), cette prestation est réputée prévue dans l'offre de l'entreprise.

2.3 DOSSIER DE RECOLEMENT

Le plan de synthèse, avec les fiches contenant les informations techniques devra être remis par l'entreprise au maître d'œuvre pour accord, au moins un mois avant la réception définitive des travaux. Cf CCTP de chacun des lots, pour la charte des plans informatiques.

Les DOE comporteront :

- Les résultats d'essais, analyses et procès-verbaux, les approbations de bureau(x) de Contrôle(s) sans réserves, les attestations de conformité...
- Les détails, et fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre
- Les notices de maintenance, de fonctionnement et d'utilisation des différents ouvrages

Les notices de fonctionnement et de maintenance seront présentées au Maître d'Ouvrage pour avis et validation, au minimum 1 mois avant la date fixée pour les OPR. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, dans ce délai de 1 mois, de demander à l'entrepreneur des compléments et descriptifs complémentaires.

Fait à

le :

Pour être annexé à l'Acte d'Engagement

LE MAITRE DE L'OUVRAGE

L'ENTREPRENEUR